

L'Anarcho-syndicaliste

N°213 - Le numéro: 2 €

Octobre-novembre 2019

« ... Nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître, sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même... ». *Fernand Pelloutier - Lettre aux Anarchistes.*

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE» 19, rue de l'Étang-Bernard 44400 REZÉ

Abonnement pour 20 n°s: 40 euros; Abonnement de soutien: 50 euros
Verser à: Association des Groupes Fernand PELLOUTIER
N° CCP 9998 28D Nantes - 19, rue de l'Étang-Bernard - 44400 REZÉ

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Dépôt légal: Bibliothèque nationale de France

Fondateur de publication: Alexandre HÉBERT
Directeur de publication: Marc HÉBERT.

<http://www.uas-pelloutier.fr> uas.pelloutier@laposte.net

LE 16 NOVEMBRE !

Les signataires de l'Appel de BEAUGENCY réunis le 1^{er} juin, ont décidé d'organiser dès l'automne une seconde réunion pour développer leur action: *Retour aux fondamentaux du syndicalisme, lutte des classes, Charte d'Amiens, action directe, contre la bureaucratie syndicale.*

La date du 16 novembre a été retenue pour cette nouvelle réunion avec, parmi nous, Pascal Pavageau qui a accepté de venir pour nous faire part de son expérience et apporter sa contribution.

Son expérience, douloureuse pour lui et pour la grande majorité des militants, est un élément de réflexion très important sur l'état actuel du syndicalisme et sur la dérive bureaucratique et collaborationniste de la Confédération FO et des autres organisations syndicales.

Cette journée devra être suivie d'autres journées, notamment sur Paris, avec la participation de militants syndicalistes et de mouvements de contestation sociale (en opposition aux mouvements de collaboration sociale).

Lors de cette journée, outre l'échange avec Pascal Pavageau, nous devons débattre sur la *Charte d'Amiens* en rappelant son historique et son actualité ainsi que l'urgence de son application; rappeler également que la naissance du syndicalisme d'action directe était le fait de travailleurs non salariés, victimes de l'exploitation capitaliste comme aujourd'hui, les salariés, les auto-entrepreneurs, paysans...

*Foule esclave, debout, debout,
Le monde va changer de base
Nous ne sommes rien, soyons tout! ...*

*Il n'est pas de sauveurs suprêmes,
Ni dieu, ni César, ni tribun,
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes ...*

*Les Rois nous soûlaient de fumées,
Paix entre nous, guerre aux tyrans! ...*

*Ouvriers, Paysans, nous sommes
Le grand parti des travailleurs ...*

Aujourd'hui, rien n'a changé!

Le monde des producteurs, des travailleurs est une mosaïque de statuts: les salariés titulaires d'un CDI en sont une composante importante mais en voie de régression en raison de la multiplication des statuts intermédiaires: stagiaires, CDI fonction publique, CDD, contrats de mission, contrats étudiants, contrats aidés, mais aussi auto-entrepreneurs, artisans, agriculteurs, marins-pêcheurs, chômeurs, etc., populations qui vivent de leur travail et seulement de leur travail et non du capital. C'est une part croissante de la population qui n'est plus syndiquée ni syndiquable en l'état actuel des organisations. C'est ce qui explique l'émergence de mouvements de révolte type *Gilets-jaunes* et autres.

Cette population de sans-droits vivant dans l'incertitude et l'angoisse s'exprime comme le font tous les opprimés: par des actions spectaculaires mais non violentes réprimées avec une violence digne des pays totalitaires, par un État protecteur des intérêts du capitalisme.

Les organisations syndicales FO, CGT, CFDT, UNSA, CFE-CGC, CFTC et FSU, en signant le 6 décembre 2018 un communiqué commun dans lequel elles:

(suite en page 2)

... «dénoncent toutes formes de violence dans l'expression des revendications»...

ont montré leur totale incompréhension de cette révolte, de sa nature et de son caractère historique. Pire, ils se sont révélés ce qu'ils sont: des relais du pouvoir!

Nous n'avons rien à attendre d'elles pour réussir le 5 décembre et le moins que l'on puisse dire c'est que les Confédérations y vont «*piano, piano*».

Cela ne sent pas la poudre !

Nous prépare-t-on de nouvelles journées de grève saute-mouton?

Les mouvements des populations opprimées se multiplient à travers le monde pour obtenir une amélioration du sort des travailleurs!

Alors faisons en sorte que le 5 décembre soit le point de départ d'un blocage total du pays jusqu'au retrait des lois scélérates et d'un renversement de la politique néolibérale de Macron.

Marc HÉBERT, 28 octobre 2019.

Conférence-débat

avec la participation de Pascal PAVAGEAU,
auteur du livre «*Allo Jupiter, ici la terre*»

Samedi 16 novembre 2019 à 14h00

Espace Agora
59, avenue de Vendôme
BEAUGENCY (Loiret).

A l'invitation de syndicalistes engagés pour
«remettre le syndicalisme sur ses bases fondatrices»,

avec la présence de membres de l'association
«*Les Amis de Robert BOTHEREAU*»,

et de Gérard DA SYLVA, syndicaliste historien.

Sous la présidence de Jean JAYER, syndicaliste.

Afin de vous réserver le meilleur accueil,
vous voudrez bien nous informer de votre présence:

jean.jayer@orange.fr

SOMMAIRE:

- p.1-2:** ● Éditorial ... Marc HÉBERT
- p.2:** ● La démocratie... ... vue par l'ère SESSOUX
- p.3:** ● Unité d'action et convergence des luttes...
...Gérard DA SYLVA
- p.4:** ● Les syndicats face à l'intégration...
... Octave VEKAA-ETLA
- p.5:** ● AIRBUS: la modification des statuts prépare l'abandon de l'Accord-société...
... Patrick BROSSARD
- p.6-7:** ● Chronique de la cambrousse et des bords de mer...
... Georges RIVALIN
- p.8:** ● Les nuits blanches et idées noires...
... du père Cuteur

LA DÉMOCRATIE...

... vue par l'ère SESSOUX

La Démocratie représentative...

... ce sont les 577 bouffe-galettes qui pointent à l'*Aquarium-national* et les 348 qui roupillent dans la *Piaule-aux-Séniles*... Ils y font les lois qui protègent les intérêts de la classe politique (les prébendes d'État), de la classe bourgeoise dans tous leurs aspects (foncier, industriel, bancaire, rentier, fiscal, civil, militaire...), et refrènent les prétentions des classes laborieuses pour qu'elles ne mettent pas en cause les intérêts des classes supérieures.

... c'est la Macaronie jupitérienne qui, estimant que ses bouffe-galettes attirés n'émargent pas suffisamment, veut les réduire d'un tiers; sans doute considère-t-elle qu'il y a trop d'opposants dans ces *Chambres*; et vu qu'ils braillent aussi fort quand ils sont opposants qu'ils roupillaient quand ils étaient godillots dans les *Chambres* précédentes, en moins grand-nombre ils empêcheront moins les nouveaux godillots de gagner plus en roupillant plus.

... c'est un bouffe-galette pour 72.500 citoyens aujourd'hui, pour 112.000 selon les besoins de la Macaronie jupitérienne.

... ce sont les bouffe-galettes des aquariums régionaux, départementaux, communautaires, communaux, qui ne peuvent pas faire la loi, mais savent si bien l'appliquer que les nationaux leur confient nombre d'impôts et taxes.

... ce sont les bouffe-galettes régionaux et communautaires, qui ont obtenu des circonscriptions plus grandes pour faire des économies, mais dont les prébendes ont fait gonfler les budgets...

La Démocratie participative...

... c'est cette «*Convention citoyenne pour le climat*» qui siège dans l'hémicycle du «*Conseil économique social et environnemental*», préfiguration douce et «*moderne*» de la «*Grande chambre des corporations*» mussolinienne.

... ce sont les 150 conventionnels «*tirés*» par le bienheureux «*sort*» pour proposer des mesures pour «*sauver la planète*», au nom d'une «*représentativité du corps social*» digne d'un sondage d'opinion.

... c'est un «*Grand débat*» à toute occasion qu'une régression sociale est programmée, dans lequel quelques opposants de circonstance seront «*écoutés et entendus*»... et oubliés d'un commun accord.

La démocratie directe...

... c'est quand les Syndicats, qu'ils soient de salariés ou d'autres situations sociales laborieuses peuvent défendre tous les intérêts de leurs membres, sans restrictions légales, et contracter sur toutes les questions économiques pour lesquelles ils se sont constitués.

Pour cela, un régime de *Démocratie représentative* est sans doute préférable à ceux de *Démocratie participative*, mais ne garantit pas obligatoirement la liberté d'action intégrale que la *Liberté bourgeoise* limite aux libertés nécessaires... à la Bourgeoisie.

Les valeurs à majuscules - *Liberté, Égalité, Laïcité, Solidarité* - sont respectables si elles s'appliquent sans restriction; si non, elles restent minuscules pour les classes inférieures; et, pire, perçues sans intérêts, elles font le jeu des totalitarismes de toutes couleurs.

UNITÉ D'ACTION ET CONVERGENCE DES LUTTES, UNE OBLIGATION CONFÉDÉRALE

La CGTFO a pour but, selon les statuts (article 1^{er}), de *«grouper... toutes les organisations composées de salariés conscients de la lutte à mener contre toutes les formes d'exploitation, privées ou d'État»*. C'est normal et c'est pour ça qu'il s'agit d'une Confédération. C'est aussi pour ça que la Résolution générale du Congrès d'avril 2018 insiste sur *«l'unité d'action»*, devenue nécessaire pour le rapport de force national.

Aussi, la lecture de la Résolution générale du CCN des 26 et 27 septembre 2019, plonge dans la plus grande perplexité... En effet, il y est moins question d'actions contre le gouvernement que *«d'une vaste campagne de réunions publiques»*. Ce qui aboutit au fait que FO est *«prête à la grève»* et que *«FO soumet la proposition de rejoindre, par un appel interprofessionnel, la grève unie des syndicats de la RATP et des transports à compter du 5 décembre»*. Qu'en termes alambiqués ces choses-là sont dites! Or comme dit l'autre: *«Ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement»*. Depuis quand FO: *«soumet la proposition de...»?*, et pourquoi pas: *«la proposition de proposer»?* Certes la fin est plus directe: *«préparer la grève interprofessionnelle dans l'unité la plus large»*... Sauf qu'il s'agit bien de la grève du 5 décembre, comme indiqué au préalable.

Il est clair que la fonction de la Confédération est de *«grouper»* et, contre la retraite par points plus que jamais, dans l'unité d'action, en clair, avec la CGT au premier chef, pour créer le rapport de force dans les semaines qui viennent. Car après les élections, le Parlement godillot votera la retraite par points. Or qui peut croire que le rapport de force se fait en signant, le 9 juillet, un communiqué commun avec la CFDT, favorable à la retraite par points! Comment cela est-il possible, alors que la CFDT trahissait sur les retraites en 2003 comme en 2010, comme pour la Loi Travail et les ordonnances Macron? Quel est le message envoyé aux travailleurs pour les mobiliser contre la retraite par points que ce pacte? Et quel message de s'aligner sur la CFDT de 2015, en acceptant la décote jusqu'à 64 ans, toujours condamnée par FO? Décote pour laquelle aucun responsable de FO ne peut se prévaloir d'avoir reçu le mandat des travailleurs syndiqués pour l'accepter. Au passage, en mai, les statuts, article 7, n'ont pas été respectés pour parvenir à cet alignement. Et au CCN, tout cela passe sans rien dire... puisqu'il y a vote à l'unanimité.

Or si l'on est dans le cadre des statuts et de la Résolution générale, cela oblige la Confédération, et les membres du CCN, à mettre un terme:

1- à ce double langage: on défend la retraite, mais en commençant par s'aligner sur la CFDT, laquelle, par ailleurs, est pour la retraite par points;

2- à laisser se répéter la pratique des grèves *«saute-moutons»*, où l'on voit chaque catégorie concernée par la remise en cause de son régime spécial manifester seule dans son coin.

Les statuts, le respect du mandat comme l'histoire de FO lui font obligation d'une journée *«tous ensemble»* qui s'impose et doit être organisée... Comme le soutien national à la grève des urgentistes. Et puis la fine bouche devant les Gilets-jaunes, ça dure combien de temps, alors que ce mouvement pose la question cruciale des près de 9 millions de français sous le seuil de pauvreté.

Le rôle de la Confédération, sa fonction, ne sont pas de se rallier à une grève spécifique (en l'occurrence, celle de la RATP), qui est le fait et la responsabilité des travailleurs de ce secteur. En revanche, il lui revient de mettre en place le cadre dans lequel la grève du 5 décembre peut jouer un rôle de détonateur. Avec une condition: si le 5 décembre n'a pas l'impact suffisant, on continue. Ce qui passe par une unité d'action, au niveau confédéral, avec la CGT, Solidaires, Sud...à l'exclusion de la CFDT et des partisans de la retraite par points qui sont des adversaires. Ce qui passe par l'organisation de la convergence des luttes, dans le même temps. Et elles sont nombreuses, mais ne se font pas, pour l'heure, dans l'unité. Ce qui joue en faveur du gouvernement.

Mais si tout ceci est mis en place, par un appel national réalisé avec l'unité d'action au niveau national, bien avant le 5 décembre, alors la CGTFO tient son rôle. Il n'est jamais trop tard pour en revenir aux fondamentaux du syndicalisme libre et indépendant. Mais le temps presse et ce n'est pas le temps d'une *«proposition»*.

C'est celui de l'organisation de toutes les actions et grèves, dans le *«tous ensemble»* contre la retraite par points, la destruction des statuts. C'est celui d'un rapport de force organisé au plan national, avec une annonce rapide de l'unité d'action, pour mettre un terme à la liquidation sociale, accélérée par les ordonnances Macron, et qui entend détruire toute forme de démocratie sociale, syndicats de salariés y compris. Il convient donc de mettre en place, nationalement, l'unité d'action et la convergence des luttes. C'est pour cela que le syndicalisme a été fondé, qu'il existe et qu'il peut continuer d'exister.

Gérard DA SYLVA.

LES SYNDICATS FACE À L'INTÉGRATION...

"e"-nième acte!

On réclame ce qu'on a plus, on revendique ce qu'on n'a pas encore...

Il me semble, mais j'espère bien me tromper, que si la France n'est pas bloquée, économiquement parlant, le 5 décembre au soir, le syndicalisme de lutte de classe aura, non seulement pris un sacré morceau de plomb dans l'aile, mais aura du mal à s'en remettre, notamment en ce qui concerne la confiance qu'aurait pu lui accorder les ouvriers et salariés jusque-là!

Aussi, et je pousse mon raisonnement dans ce sens - la sonnette d'alarme qu'il faut arriver à faire tinter sous forme de message, dans les UD, les Fédés, les sièges confédéraux est la suivante: victimes des vraies «*fake news*» orchestrées par les médias «à la botte», vous avez, nous avons laissé passer l'opportunité de déclencher, aux côtés des «*Gilets-jaunes*», voici un an, la résistance populaire à la «*macroneuse*» - après avoir, ne l'oublions pas, laissé tomber «*la Sécurité de 45*» par une inconvenante et déconcertante inertie comme jamais auparavant (la nouvelle loi portant sa réforme a été votée à l'Assemblée nationale ce 29 octobre 2019). Ne laissez pas, ne laissons pas, une seule fois de plus, une seule fois encore, l'histoire sociale du prolétariat passer devant les vitrines de nos sièges syndicaux sans prendre le train en marche qui n'attend qu'une chose: que vous y preniez, que nous y prenions place.

Après toutes les reculades, les tergiversations, les acceptations puis les refus de concertation, après avoir signé au côté de la CFDT des accords-foutage-de-gueule (Assurance-chômage, AGIRC-ARRCO) pour «sauver» un paritarisme dont le patronat «*dé-complexé*» ne veut plus et qu'il a balancé aux poubelles de l'histoire sociale au fur et à mesure que la «*real-politik*» prenait le contrôle de l'État, paritarisme bel et bien mort par volonté d'un Medef déculpabilisé depuis longtemps de sa propre histoire...

À quoi faut-il nous attendre, nous, militants de base, venant des appareils FO et CGT? Qu'attendre de ces autres organisations, catégorielles celles-là, qui se veulent partenaires privilégiées des instances gouvernementales?

Entendons-nous bien: là où l'État, porteur du libéralisme sans freins de l'U.E. dans notre pays, veut voir siéger les syndicats, ce n'est rien d'autre que les Sénats-sociaux ou autres Commissariats-socio-économiques; et ce qu'il attend d'eux, c'est de jouer pleinement les garde-chiourmes, ou, pour employer une expression qui ne vieillit décidément pas, les chiens de garde du capital.

Ce n'est pas nouveau, c'est du ressassé de toutes les époques modernes où les penseurs d'un Capital triomphant (des freins sociaux), ont su et savent qu'ils ont besoin d'être secondés pour mater le peuple et endiguer les prétentions des producteurs de richesse de la manière la plus pacifique possible, celle de la démocratie participative.

Par contre, ce qui a changé, c'est le monde du travail. Ont majoritairement disparu les grandes concentrations de main d'œuvre qui avaient le nombre pour elles et donc qui faisaient peur. Parcellarisation, robotisation, bureautisation se sont installées dans l'élaboration, la fabrication, la vente des marchandises à outrance.

C'est bien pour ça que, lorsque, dans le peuple, les plus défavorisés, les laissés-pour-compte - et, aujourd'hui comme hier, c'est du jour au lendemain qu'on peut l'être - se réunissent et se rebellent, il ne faut pas laisser passer les rendez-vous de l'histoire et qu'il faut arrêter, tant qu'il est temps, de jouer dangereusement la carte d'un «*néo-planisme*» avec les responsables de l'État.

Ce n'est pas parce que, depuis De Gaulle, tous les gouvernements se sont couchés devant une Union européenne, ses directives d'austérité et son euro fort (histoire, mine de rien, que le Capital américain se refasse une santé), que les salariés doivent être les dindeons de la farce, que leurs organisations syndicales, atteintes une nouvelle fois par le virus de la modernisation, devraient ré-endosser le vieux pardessus du régulateur des relations professionnelles.

Ce n'est pas parce que la C.E.S. couperait les vivres à ses membres, que disparaîtraient le besoin de se grouper pour résister et se défendre, la nécessité de s'organiser pour revendiquer le droit de vivre des jours heureux et l'envie de reconquérir ce que les exploités s'acharnent à nous priver.

C'est pourquoi, nous, militants de base des confédérations et de toutes organisations syndicales qui se revendiquent de la lutte des classes, sommes condamnés à réussir, là, dans l'immédiat, cette convergence des résistances contre la destruction de notre système de retraites - dernier bastion de la protection sociale par répartition issue du programme du *Conseil National de la Résistance*.

Le bonheur à (re)conquérir vaut bien une grève générale reconductible jusqu'à satisfaction des revendications, non?

Octave VEKAA-ETLA.

AIRBUS: LA MODIFICATION DES STATUTS PRÉPARE L'ABANDON DE L'ACCORD-SOCIÉTÉ

Bien qu'étant licencié par la direction d'Airbus pour des raisons inavouées suite à mon implication syndicale pour la défense et le respect du *Code du travail* et de l'*Accord-société*, je suis obligé de m'adresser à vous car l'avenir des salariés y travaillant est menacé.

La modification des statuts de l'organisation syndicale voulue par le Secrétaire du syndicat FO de Nantes et avec l'accord de la Fédération, vise à museler toute résistance contre la filialisation de l'établissement dans le cadre du projet de la direction: FIORIZON 2020.

Proposition de modification:

«Le syndicat est administré par un Conseil syndical. Les membres du Conseil sont élus pour un an par l'Assemblée générale. Ils sont rééligibles. L'élection se fera à bulletin secret à la majorité absolue».

Personne n'est dupe: au travers de la volonté d'enlever le vote à bulletin secret, on met une épée de Damoclès au-dessus de la tête des syndiqués, car même si on syndique du manoeuvre à l'ingénieur, la peur du chef dans l'usine est une réalité et beaucoup tiennent à leurs augmentations individuelles et ne voudront pas apparaître comme contestataires dans le seul but de défendre des intérêts collectifs.

Proposition de modification de l'article 13:

«Pour être membre du Conseil syndical, il faut être âgé d'au moins 18 ans, être salarié, jouir de ses droits civiques et n'avoir encouru aucune des condamnations prévues aux articles L5 et L6 du Code électoral».

Fini la liberté de s'organiser dans son syndicat pour résister contre toutes tentatives d'abaissement du coût du travail, les ordonnances Macron, *Power 8...*, les retraités sont exclus d'office et les privés d'emploi sont dirigés vers une section chômeurs à l'Union Départementale... qui n'existe pas.

Commentaire du Secrétaire: *«pour rappel il existe à l'UD44 une section retraite, une section chômeurs»* (propos fallacieux du Secrétaire Benoît Michaud).

Je considère qu'il est vital que les retraités continuent aux côtés des actifs dans un syndicat commun à défendre tout ce qui les lie (la mutuelle, les retraites la défense de l'*Accord-société*).

Aujourd'hui malheureusement depuis plus de 12 ans, les syndiqués ne bénéficient plus des stages syndicaux, car maintenant la culture du chef prévaut (idem hier avec Michel Pontoizeau). Ce qui explique qu'en fonction de leurs langages, des délégués ou mandatés auront un déroulement de carrière et de salaire autre...

C'est bien une des principales raisons pour laquelle j'ai signé la consultation avec plus de 630 syndiqués pour un rétablissement de la démocratie syndicale, et afin que l'on puisse choisir son Secrétaire de syndicat comme les délégués. Il n'est pas concevable que des

privileges demeurent dans le syndicat (des mandatés sont en régulière et payés en huit par la direction).

On ne peut que condamner la remise en cause des élections professionnelles concernant le remplacement de délégués élus, à qui ont enlevé leurs heures de délégations pour les donner à des personnes cooptées par le secrétaire du syndicat et avec la complicité de la direction.

Soyez assurés que malgré mon licenciement que je conteste aux Prud'hommes avec la ferme volonté d'obtenir ma réintégration, je ne puis accepter que certains cautionnent la fin du statut pour l'ensemble des salariés de Nantes.

Je vous rappelle que le site s'appelait Bouguenais lorsqu'est partie la grève en 1968, grève déclenchée par la volonté de fermer l'établissement ainsi que celui de Rochefort lors du 5^{ème} plan voulu par l'État.

C'est une volonté de la direction depuis de nombreuses années, ainsi que des politiques de ne pas rappeler le passé glorieux des grévistes à cette époque.

C'est mon ami Yvon Rocton, dirigeant de Force Ouvrière qui a mobilisé en 1968, contre tous les appareils syndicaux, contre les fermetures, et qui a imposé la création de l'*Accord-société*.

Sachez que je ne regrette pas ma prise de parole où j'ai dû désavouer le Délégué syndical central FO qui voulait nous faire reprendre le travail avec une prime de 800 euros alors qu'il y avait risque de fermeture et vente de site d'usine.

La position de la CFTC et de la CGC fut de négocier, avec pour conséquence la filialisation de Méaulte et Saint Nazaire ville.

La CFDT quant à elle, ainsi que la CGT, jouaient le pourrissement du conflit plutôt que son élargissement aux autres usines.

Si nous ne réagissons pas, ce sera maintenant le tour des salariés de Nantes de perdre l'*Accord-société*, ce qui aura de lourdes conséquences sur le plan industriel, et social pour toutes les familles en dépendant.

Je vous laisse mon adresse mail afin que tous ceux qui veulent résister, puissent me contacter si nécessaire.

Patrick BROSSARD
defenseaccordsociete@gmail.com

NDLR: compte-tenu de sa situation, le rédacteur de cet appel l'a distribué lui-même à la porte de l'entreprise; le combat syndicaliste émancipateur, à l'opposé de la collaboration de classe conduite par les bureaucrates et les politiques de toutes sortes qui administrent la Fédération FO de la Métallurgie, continuera malgré eux!

CHRONIQUE DE LA CAMBROUSSE ET DES BORDS DE MER...

... À L'USAGE DE TOUT INDIVIDU QUI OBSERVE UNE SITUATION ENVIRONNEMENTALE TRACASSANTE; QUI CHERCHE UNE ISSUE, SANS DIEUX, MESSIES ET MAÎTRES, SANS ÉTATS, PARTIS ET CAPITAL; PAR LA CONNAISSANCE DES FAITS, LA COMPÉTENCE TECHNIQUE ASSOCIÉE, ET LA RÉFLEXION SUR LA PRATIQUE À LAQUELLE L'ACTION DIRECTE DES CONCERNÉS PEUT CONDUIRE...

Les Dieux sont méchants...

Nous vivons une époque formidable: les Dieux ont révélé à l'Homme qu'il menait une vie si dissolue depuis deux-cents ans, que son environnement paradisiaque allait filer... C'est bizarre, j'ai l'impression d'avoir déjà entendu ça!

«C'était mieux avant!», lui disent-ils!

Avant? Tout allait donc si bien «avant»? Si bien que depuis deux siècles l'Homme se fourvoie? Mais pourquoi donc les Dieux ne lui ont-ils pas envoyé tous les Messies avisés?

Les Dieux sont vraiment méchants!

Les Messies sont fatigués...

Depuis cinquante ans pourtant, les Messies avertissent l'Homme! Ces experts disent, bon an mal an, que: demain il fera plus chaud, le niveau des océans montera, les espèces animales régresseront, l'air sera de plus en plus fétide, les maladies vont le détruire encore plus vite...

Cette année, ils l'ont fait depuis la *Principauté de Monaco!* Y ont-ils trouvé la quintessence de ce qui «était mieux avant!».

Les Messies sont vraiment fatigués!

Les Maîtres jubilent...

Les Maîtres veillent! Alors ils font tout pour que l'Homme revive les conditions qui étaient les siennes... il y a deux siècles! Et ils fabriquent de nouveaux Messies, beaucoup plus jeunes, beaucoup moins barbues, beaucoup plus menaçantes, beaucoup plus haineuses de qui ne leur ressemble pas!

Les Maîtres jubilent... mais l'Homme résiste!

L'Homme veut vivre dignement!

Dignement? Cela veut dire: «À l'Égal des Dieux!». Blasphème et sacrilège! Dieux, Messies et Maîtres, doivent bénéficier: de logements vastes et confortables, de moyens de transports rapides, de plages propres, de lieux de villégiatures calmes... le tout dans le plus grand luxe possible!

Mais l'Homme aussi veut en bénéficier! Son audace est menaçante, il n'y a pas de place pour tous dans le *Paradis terrestre*, il doit redevenir l'Esclave!

L'Homme est la cible du combat des Dieux, des Messies et des Maîtres.

Les États créent des taxes...

La propagande des Dieux, des Messies et des Maîtres, laisse accroire à l'Homme qu'il est responsable de l'état de son environnement! L'État, digne remplaçant des Églises désavouées, menace l'Homme - non pas des sanctions divines qu'aucun ne craint plus - mais de la ruine qu'il va - lui, l'État! - lui imposer pour le sanctionner de sa conduite...

L'État crée des taxes! L'État taxe pour lui, pour ceux qui le gèrent, et pour ceux qui bénéficieront de cette taxation...

Les Partis rédigent des programmes de taxes...

Tous veulent gouverner, et laissent accroire qu'ils sont les mieux à même de le faire...

Les «Verts» ont un programme où il est prévu de taxer tant et tant pour une «transition écologique», qu'il semble, à tous les autres partis, que c'est grâce à cela qu'ils ont «gagné»

les élections européennes... Alors voilà que tous les autres partis qui, d'ordinaire, évitent de promettre aux électeurs de nouvelles taxes (ce serait bien la seule promesse électorale qu'ils tiendraient) s'y mettent aussi!

Les Partis, même sans voix, suivent la même voie: celle qui leur fera gérer l'État, et entrer dans le Paradis du Capital...

Le Capital fait payer sa transition...

L'État, et les Partis qui veulent le gérer, n'ont qu'un but: maintenir l'état social qui fait que l'Homme devra, quoi qu'il arrive, assurer la puissance et les ressources des détenteurs du Capital, privé ou d'État, - de préférence privé.

Ce dernier considère qu'il œuvre pour le *Salut général*, comme l'État considère qu'il œuvre pour le *Salut public*, et, à ce titre, l'un et l'autre considèrent que le «bénéficiaire» final de leurs œuvres, l'Homme, doit financer un autre «modèle» industriel et commercial. La rente accumulée pendant deux siècles de capitalisme ne doit surtout pas être mise en cause, ni servir de capital de base aux activités si vertueuses promises par les uns et les autres.

Le Capital a des rentes acquises, ...et tant de réquisitions permises...

L'Homme va faire ses courses...

... là où il peut payer! Il achète nourriture et autres produits de la vie courante en fonction de ses ressources, et ses goûts pour des produits de meilleure qualité sont refrénés par ses possibilités financières.

Sans doute les fruits et légumes frais sont-ils bien plus goûteux, mais chez Leclerc, Carrefour, Auchan, U, Lidl... ils sont déjà récoltés depuis une à deux semaines, car ils ont subi transport et stockage... Fallait bien que les prix soient au préalable fixés, les contrats passés, les publicités imprimées et distribuées...

L'Homme réfléchit aux conditions du passé...

Était-ce si bien avant? Si, certes, acheter près de la production et hors de la grande distribution est, moyennant finances, un peu plus facile en zone rurale, qu'en est-il pour les grandes métropoles? Le label «*bio*» atteste (peut-être) une pratique productive «*vertueuse*», mais à quel coût!

Il y a cent-vingt ans, Fernand PELLOUTIER publiait une étude conduite dans le cadre de la *Fédération nationale des Bourses du Travail*, ayant pour titre: *La vie ouvrière en France* (*). A sa lecture, on peut douter de l'envie des classes ouvrières de revivre ces conditions d'existence là, fussent-elles... à la campagne!

L'Homme met en cause la Génèse écologiste...

Les plus anciens d'entre-nous ont pu connaître les ouragans de 1972 et 1987 dans l'ouest de la France, et de 1999 dans sa totalité, mais pas ceux du 18^{ème} siècle qui ont façonné les plus belles plages sud-ligériennes! De même ils ont pu connaître la sécheresse des années 1976, 2003 et ces dernières, mais aucun n'a connu celles qui se sont produites depuis le 12^{ème}, par exemple.

(*) Accessible gratuitement sur: http://www.antimythos.fr/individus/pelloutier_fernand/pelloutier_fernand.html

Tout cela, c'était bien avant l'ère industrielle et ses gaz-à-effet-de-serre!!!

Un camarade m'a fait suivre le courriel suivant, qui me semble approprié à une pré-conclusion de cette première partie:

«*Quoi de mieux, en cette fin de canicule, que de rester cloî-tré au frais (soit 25°C) et de se mettre devant son ordinateur à la recherche d'informations sur le sujet, c'est à dire de ne pas se contenter uniquement des médias!*

"En 1132 en Alsace les sources se tarirent et les ruisseaux s'asséchèrent. Le Rhin pouvait être traversé à pied. En 1152 la chaleur était si intense que l'on pouvait faire cuire des œufs dans le sable. En 1160, à la bataille de Bela (en Hongrie), un grand nombre de soldats moururent en raison de la chaleur excessive.

En 1276 et 1277, en France, la récolte d'avoine et de seigle fut totalement détruite par la chaleur. En 1303 et 1304 la Seine, la Loire, le Rhin et le Danube pouvaient être traversés à pied. En 1393 et 1394 un grand nombre d'animaux tombèrent morts et les récoltes anéanties en raison de la chaleur.

En 1440 la chaleur fut excessive. En 1538, 1539, 1540 et 1541 les rivières européennes étaient littéralement asséchées. En 1556 il y eut une sécheresse généralisée dans toute l'Europe. En 1615 et 1616 la canicule s'abattit sur la France, l'Italie et les Pays-Bas. En 1646 il y eut en Europe 56 jours consécutifs de grandes chaleurs. En 1676 des canicules à nouveau. Les mêmes événements se reproduisirent au 18^{ème} siècle. En 1718 il n'y eut aucune pluie entre les mois d'avril et octobre. Les récoltes furent brûlées, les rivières asséchées et les théâtres fermés à Paris par ordre du Préfet de police en raison des températures excessives. Le thermomètre enregistra 36° Réaumur (45° Celsius) à Paris. Dans les jardins de la banlieue arrosés les arbres fruitiers fleurirent deux fois pendant la saison.

En 1723 et 1724 les températures étaient extrêmes. En 1746 l'été fut particulièrement chaud et sec et les récoltes furent littéralement calcinées. Pendant plusieurs mois il n'y eut aucune pluie. En 1748, 1754, 1760, 1767, 1778 et 1788 les chaleurs d'été furent excessives. En 1811, l'année de la comète, l'été fut très chaud et le vin très bon y compris à Surresnes. En 1818 les théâtres parisiens restèrent fermés pendant un mois en raison des chaleurs excessives, la chaleur avait atteint 35°C. En 1830, alors que des combats avaient lieu, le thermomètre afficha des températures de 36°C les 27, 28 et 29 juillet. En 1832, lors de l'insurrection du 6 juin, le thermomètre releva une température de 35°C. En 1835 la Seine était presque à sec. En 1850, au mois de juin, au cours de la seconde épidémie de choléra de l'année, le thermomètre afficha 34°C".

Il s'agit bien d'un extrait de journal de 1852 et non pas de je ne sais quel site complotiste.

*Je vous mets en pièce jointe l'interview de l'historien Emmanuel Le Roy-Ladurie (**), parue dans Libération lors de la canicule de 2003, (et rediffusé en août 2018) au sujet de celle de 1718 qui aurait fait 700.000 morts! Libération précise que son livre "Histoire du climat depuis l'an mil" (Flammarion 1967) reste la référence en la matière, ce qui est plutôt un bon point de la part de ce journal qui ne porte pas vraiment les climato-réalistes dans son cœur... Édité en 1967, à une époque où on ne parlait pas encore de réchauffement climatique, l'éminent auteur de ce livre ne peut pas être accusé de vouloir prendre le contre-pied de la tendance d'aujourd'hui. Vous pouvez le trouver sur internet pour 9€. A ce prix là, il ne faut pas se priver de s'instruire.*

Libération, serait donc devenu complice des climato-réalistes, ceux qui osent rappeler l'importance des cycles naturels sans accuser uniquement le CO2, gaz à effet de serre

partiellement d'origine anthropique? Ceux qui font remarquer qu'à une époque où il n'y avait pas encore le moindre soupçon de début de révolution industrielle (avec son CO2, gaz vital, que l'on nous présente pourtant comme un polluant), il y avait déjà eu de très nombreuses vagues de chaleurs extrêmes ainsi que des sécheresses catastrophiques, entraînant des centaines de milliers de morts...

Je ne comprends plus rien au sujet de la relation CO2/températures qu'on nous assène pourtant comme étant un dogme indiscutable, et vous?

C'est vrai que nous vivons une très forte et inhabituelle canicule, mais à l'évidence il n'y a rien de nouveau sous le soleil!

PS: amusez-vous à taper "sécheresse 1718" sur Google et vous en saurez beaucoup plus. A moins que vous ne vouliez rester sur la certitude que la canicule actuelle est un phénomène exceptionnel qui n'a encore jamais eu d'antécédents, car provoqué par l'activité humaine.

Réalités humaines... et vérités divines révélées!

Que la seule activité humaine soit responsable des canicules ou des inondations actuelles reste une théorie sur laquelle bien peu de scientifiques s'accordent, hormis les autoproclamés membres du *Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat*, et à laquelle le sentiment du commun des Humains n'accordent également que peu de crédit. L'extrême proximité sociale de ces experts avec les Maîtres atteste de leur position de Messies, et leurs intérêts communs sont trop souvent évidents pour ne pas être classés dans la catégorie: «*conflits d'intérêts!*»

Lorsque surviennent canicules et inondations, les classes sociales n'en subissent pas les mêmes conséquences: les quartiers inondés, où qu'ils soient, sont des quartiers d'activités ou de résidence populaires, très rarement des villas entourées de parcs qui, elles, sont régulièrement situées sur les hauteurs.

De même les résidences populaires, que ce soient maisons ou appartements, ne sont que très rarement équipées d'un système réversible chauffage-climatisation.

Les bénéficiaires des taxes décidées par les États sont en premier lieu le Capital qui, au lieu de financer sa «*reconversion écologique*» par l'utilisation de ses rentes accumulées ou par l'emprunt bancaire (fut-il auprès de la *Banque publique d'investissement*), reçoit de l'État le produit des taxes, soit directement, soit indirectement; c'est-à-dire soit par des subventions directes à leurs entreprises, soit par le subventionnement de leur clientèle probable qui, au bout du compte, n'est constituée pour le moment (et sans doute pour longtemps!) que des membres de la classe capitaliste et de la classe politique, et des plus hautes couches des classes qui ne sont pas que salariées.

Il est naturel que chaque Homme veuille ne pas subir dans ses conditions d'existence les aléas climatiques, dont les causes ne sont pas immédiatement et irrémédiablement maîtrisables, sans qu'on lui invente des causes indubitables, et sans qu'on lui pompe des taxes.

Car, si Dieux, Messies et Maîtres, déclinés «*moderne-ment*» en États, Partis et Capital, - et tout autre subséquent, pensent que leurs vérités révélées sont bues comme du petit-lait, ils se foutent le doigt dans le nez, un peu plus loin qu'ils ne pensent.

A suivre.

Georges RIVALIN.

(**) Cette interview est en document numérique sur le site de l'U.A.S.; le lien figure sur www.uas-pelloutier.fr après l'éditorial.

LES NUITS BLANCHES ET IDÉES NOIRES...

... du père Cuteur!

UN GRAND EMBERLIFICOTEUR D'ÉTAT EST MORT, SES SUPPÔTS DANS LA SYNDICALE SONT TOUJOURS VIVANTS!!!

Jeudi 26 septembre, aux environs de midi, il rend à qui en voudra ce qu'ils disent, dans la plupart des lieux d'hommages, être «l'âme»!

Jeudi 26 septembre, aux alentours de 12h30, c'est annoncé partout, la messe commence!!!

Jeudi 26 septembre, 14h21, le Bureau confédéral de la CGT-FO se targue du communiqué suivant:

«La Confédération générale du travail Force Ouvrière tient à saluer la mémoire de Jacques Chirac, Président de la République.

Il est une figure, un responsable politique, attaché à l'idéal et à l'humanisme républicains, qui a su les porter au nom de la France avec force dans les moments de graves tensions pour la paix.

Il reconnaissait et apportait sa pleine considération au dialogue social, au rôle des syndicats représentants (sic!) l'intérêt particulier des salariés, et en acceptait les oppositions de vues les affrontant par le débat.

La confédération fait part de ses sincères condoléances à sa famille et à ses proches».

Sans doute la bonzerie syndicale a-t-elle des critères propres d'appréciation des hommes d'État que la plupart des syndiqués ne saurait avoir, n'ayant pas, eux, ni l'habitude des sérails politiques, ni l'envie de s'abaisser devant les grands qui les flattent, fussent par une consommation républicaine exubérante de produits agricoles finement cuisinés.

Sans doute apprécie-t-elle aussi à sa propre façon l'intérêt déterminant porté, par ce républicain idéal, aux intérêts des marchands d'armes français, intérêts mis en cause par la concurrence américaine à grand renfort d'interventions armées.

Sans doute était-ce par idéal et humanisme républicains que le triumvirat Chirac-Pasqua-Pandraud avait créé les brigades de voltigeurs-à-motos qui se sont illustrées en assassinant un étudiant, Malik Oussékine, en 1986, au moment de la contestation de la réforme universitaire dite Devaquet.

Sans doute est-ce à cause d'un intérêt excessif porté à la vie humaine que ce républicain humaniste a présidé à l'assassinat des preneurs d'otages de la grotte d'Ouvéa, dans le seul but d'aider à sa victoire électorale à la présidentielle de 1988.

Sans doute est-ce par compassion pour la classe

salariale que ce plein-considérant du dialogue social et son sous-fifre Juppé ont fait promesse dès 1995 de raboter les pensions de retraite des fonctionnaires de l'État, des collectivités territoriales et des hôpitaux.

Sans doute est-ce par une haute idée commune à nos bonzes et au Grand Emberlificoteur, que les premiers ont oublié qu'en 1995 les syndicalistes combattirent le projet pré-cité, dont l'un des auteurs, Mme Notat, Secrétaire générale des syndicats jaunes, fut ensuite admise dans le sérail du Patronat.

Sans doute est-ce parce que la considération pour la représentation des salariés autorise le mépris des salariés eux-mêmes, qu'en 2006 sa Gouinserie républicaine et son Galouzeau de Villepin voulurent-ils créer un sous-Smic sous l'appellation de *Contrat de Première Embauche*.

Sans doute la bonzerie syndicale (où qu'elle soit!) préfère-t-elle toujours la couleur jaune des bonzes bouddhistes à celles du syndicalisme émancipateur: le rouge et le noir.

Sans doute n'envisage-t-elle rien d'autre pour elle-même que l'intronisation de ses membres dans le sérail du Pouvoir ou du Patronat, à l'instar de tous les Secrétaires généraux de la Confédération officielle des syndicats jaunes, et plus récemment d'un certain Jean-Claude Mailly.

A l'heure où les salariés et les syndicalistes doivent s'affronter de nouveau à un projet de paupérisation général des salariés retraités, pour le plus grand bénéfice du Capital et du Pouvoir, la bonzerie syndicale n'a rien d'autre à faire que de rendre hommage à l'un des principaux initiateurs de cette régression sociale.

Sans vergogne, la bonzerie étale une amnésie de circonstance caractéristique de son mépris social!

C'est édifiant! «*Il n'y a même pas besoin de faire un faux!*» me confie un correspondant.

Jeudi 26 septembre, 19h54, *Charlie-hebdo* envoie une version numérique à ses abonnés intitulée:

Clap de fin pour le comique troupier de la politique.

L'idéal et l'humanisme républicains n'ont-ils plus que la satire comme refuge?